

Questions orales

l'Accord européen sur le contrôle des navires par l'État du port, qui est d'inspecter 25 p. 100 des navires étrangers.

Le ministre et le vérificateur général se contredisent. Quand le gouvernement mettra-t-il enfin en pratique ce qu'il prêche depuis un certain nombre d'années et quand prendra-t-il les mesures qui s'imposent pour protéger notre environnement, pour protéger le très important écosystème des Grand Lacs et de la voie maritime du Saint-Laurent?

M. Bouchard (Roberval): Monsieur le Président, comme je l'ai dit, cela a déjà été fait. Nous essayons d'atteindre cet objectif de 25 p. 100. Évidemment, pour y arriver, nous devons fournir les ressources nécessaires. Encore une fois, nous essayons de déterminer les ressources qu'il faut y consacrer, mais cela ne peut pas se faire du jour au lendemain. Nous comprenons le rapport du vérificateur général.

Je répète que le Canada a l'un des meilleurs bilans dans le domaine de la protection de l'environnement.

* * *

[Français]

L'ENVIRONNEMENT

M. Gabriel Desjardins (Témiscamingue): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Environnement.

Permettez-moi d'abord de féliciter le ministre de l'Environnement pour le leadership exercé lors de la Conférence de Charlottetown en présence des ministres de l'Environnement où nous avons mis de l'avant d'importantes initiatives environnementales pour le pays.

Ma question concerne l'entente particulière à laquelle en est arrivé le ministre avec ses homologues provinciaux sur un montant de 200 millions de dollars qui seront consacrés à la dépollution des lieux contaminés orphelins au pays.

J'aimerais d'abord savoir du ministre: Au Québec, qui va décider des lieux qui bénéficieront de cette entente-là? Deuxièmement, je demande si je peux compter sur son appui pour qu'une région comme l'Abitibi-Témiscamingue, qui est un royaume des lieux contaminés orphelins au pays à cause des parcs à résidus miniers, source de pollution importante. . . si on peut avoir l'appui du ministre pour que notre région soit considérée dans la sélection de ces lieux?

L'hon. Lucien Bouchard (ministre de l'Environnement): Monsieur le Président, je suis en effet heureux de signaler que nous avons conclu une entente complète avec les gouvernements des provinces pour mettre au point ce fonds de nettoyage des lieux contaminés du Canada.

Notamment, au sujet de la question particulière, il y a déjà des critères qui sont en train d'être définis pour établir le choix des lieux qui feront, en premier lieu, l'objet des opérations de nettoyage.

La définition des critères se fera d'une façon conjointe avec les provinces et nous pourrons ensuite simplement appliquer les critères qui permettront de faire une sélection équitable de la répartition des lieux contaminés. Je garde à l'esprit le souhait qu'a exprimé le député pour sa propre région.

* * *

LE RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

M. Eugène Bellemare (Carleton—Gloucester): Monsieur le Président, selon le rapport du Vérificateur général, qui vient tout juste d'être déposé, 93 p. 100 des bateaux de marchandises ne sont pas inspectés pour déterminer leur sécurité et celle de leur cargaison.

Un bateau non inspecté, non sûr et chargé de produits toxiques ou même chargé de déchets nucléaires, par exemple, pourrait être la cause d'un accident catastrophique dans les écluses du Saint-Laurent.

Comment le ministre des Transports peut-il justifier son inaction en mettant l'environnement et surtout la vie des Canadiens en danger, face à un accident potentiellement catastrophique dans les Grands lacs ou le Saint-Laurent?

L'hon. Benoît Bouchard (ministre des Transports): Monsieur le Président, je vais devoir répéter en français ce que j'ai dit en anglais.

J'ai dit tantôt, monsieur le Président, que la plupart des marchandises transportées le sont sous pavillon étranger, ne sont pas soumises à la loi canadienne maritime. A partir de ce moment-là, nous avons déterminé une entente internationale selon laquelle nous tentions de rejoindre un objectif de 25 p. 100. Je me suis engagé à suivre non seulement la recommandation du Vérificateur général, mais également à appliquer la règle internationale.

C'est exactement ce que nous faisons. Je ne suis pas d'accord avec mon collègue quand il parle d'un accident potentiel, tenant compte que nous avons probablement un des meilleurs records au monde en protection de l'environnement et quand on sait, monsieur le Président,